

## Les enseignants peuvent-ils faire grève ? Trente ans d'hésitations au Brésil (1950-1979)

---

ROSARIO GENTA LUGLI

Universidade Federal de São Paulo (UNIFESP)

Curso de Pedagogia

Estrada do Caminho Velho, 333

Bairro dos Pimentas - Guarulhos

São Paulo - SP - Brasil

gentalugli@yahoo.com

Traduit de l'anglais par Thierry Bessy, INRP

L'objet de cet article est d'analyser les débats qui ont précédé le recours à la grève des associations d'enseignants du primaire au Brésil, notamment dans les États de Bahia, São Paulo et Minas Gerais entre 1950 et 1979. Les raisons qui poussent les enseignants à se mettre ou non en grève sont envisagées comme l'expression de l'image qu'ils se font de leur travail. Ce thème permet d'identifier les processus de construction des représentations collectives à une époque marquée par de grands changements liés au passage d'un enseignement vu comme un sacerdoce, à un modèle de la formation et des compétences. Ces changements ont un lien avec les modalités de la négociation au Brésil : au cours des années 1950, celles-ci prirent la forme de manifestations et le recours à la grève fut même envisagé dans plusieurs États. La fin des années 1970 marque le déclin de l'enseignement comme vocation dans les discours syndicaux. Alors que cette définition, quasi religieuse, prédominait jusque-là, celle de l'enseignant éducateur s'imposa. Cette évolution modifia profondément la prise de décision et l'organisation du mouvement enseignant, allant jusqu'à réduire au silence ceux qui tiennent toujours aujourd'hui aux représentations précédentes.

### Les circonstances de la question de la grève

Au Brésil, chaque État, est responsable du financement et de l'organisation des écoles élémentaires. Cette architecture a entraîné la fragmentation du mouvement enseignant, encouragée au demeurant par les États et les différents

échelons administratifs. Elle aboutit à des différences considérables en raison des particularismes régionaux y compris en matière de financement de la recherche et de qualité des informations disponibles. Il fallut attendre 1960 pour qu'une coordination nationale des enseignants soit créée, bien que le projet ait été discuté dès 1952 lors des conférences nationales de l'enseignement élémentaire. Une autre singularité brésilienne est la période politique au cours de laquelle les débats sur les grèves enseignantes eurent lieu. Les années 1950 et les toutes premières années 1960 furent marquées par l'apogée de la vague "populiste", phénomène qui eut un fort impact sur le mouvement enseignant, notamment dans l'État de São Paulo, plus urbanisé et industrialisé que ceux de Bahia et de Minas Gerais. En 1964 débutèrent vingt années de dictature militaire pendant lesquelles les responsables du mouvement enseignant furent réduits au silence. Le recours à la grève devint alors inconcevable pendant longtemps. Les informations sont rares sur cette période où afficher ses convictions pouvait entraîner enlèvements et meurtres. Les revendications nationales des enseignants brésiliens sont marquées par les évolutions de la conjoncture politique et pédagogique.

Depuis les années 1950, le besoin d'une formation spécifique est central, même si l'expérience demeure une valeur importante comme mesure de la compétence des enseignants. Dès l'après-guerre, de nombreuses initiatives avaient été prises pour former les enseignants en poste dans le cadre d'une politique visant à éliminer l'illettrisme et à accélérer le développement du pays qui s'urbanisait et s'industrialisait. La situation exigeait de nouveaux critères de professionnalisation pour les enseignants comme le révèlent clairement les discours de leurs associations. Deux arguments justifiaient leurs revendications : les salaires étaient trop bas par rapport à la contribution des enseignants au redressement du pays et à la reconnaissance sociale qu'ils méritaient. Il était nécessaire d'augmenter les salaires aussi en raison des nouvelles exigences du métier : les enseignants devaient se tenir informés des dernières méthodes pédagogiques et des études spécialisées liées aux besoins d'amélioration culturelle et professionnelle.

Dès le milieu des années 1950, la hausse significative du coût de la vie conduisit les enseignants à étaler leurs revendications sur la place publique. À cette occasion, luttant contre l'image de leur inefficacité qui prévalait dans l'opinion, ils réussirent à faire avancer le caractère juste et raisonnable de leurs revendications. Les conditions économiques ne cessant de se dégrader, les enseignants du Minas Gerais et de Bahia commencèrent alors à envisager le recours à la grève, précédant ceux de São Paulo qui ne le firent qu'au début des années 1960. Le tableau ci-dessous indique les années où la grève fut envisagée sans traduction concrète et celles où les enseignants se mobilisèrent et se mirent en grève.

<b>Association</b>	<b>Discussions sur l'idée de grève</b>	<b>Grèves</b>
Minas Gerais APPMG Associação das Professoras Primarias de Minas Gerais	1953-1954 1956 1967	1959 1968
Bahia SUPP Sociedade Unificadora do Professorado Primario	1954 1962	Avant 1954 : aucune
São Paulo CPP Centro do Professorado Paulista	Années 1950 : aucune	1963 1978 1979

Le nombre de fois où les associations ont envisagé le recours à la grève sans passer à l'acte indique la difficulté pour les enseignants de prendre cette décision radicale. Leurs hésitations circonstanciées s'expliquent, outre les difficultés liées à toute grève, par les spécificités de leur travail, le souci de leur image sociale et de conserver l'estime publique.

Les études de cas de trois États brésiliens permettent un examen de situations toujours particulières.

## Le cas du Minas Gerais

Les revendications salariales portées par l'APPMG débutèrent en 1953 au moment des négociations avec le gouvernement de l'État. L'association n'est pas alors totalement représentative des enseignants du primaire de cet État puisqu'au même moment la CPP, une association rivale –d'ailleurs de sigle homonyme à celui d'une association pauliste–, fut créée et que les archives gardent trace de documents relatifs à plusieurs mouvements indépendants. L'APPMG se caractérise par son caractère professionnel marqué, notamment à propos de la formation des enseignants, alors que la CPP a une nette tendance religieuse, catholique.

Malgré de grandes différences de style dans l'argumentation de leurs présidents, ces deux associations prirent soin de comparer les salaires des enseignants et ceux des prolétaires pour déclarer qu'il était "inconcevable qu'un enseignant gagne moins qu'un ouvrier". Le salaire minimum d'un ouvrier non qualifié était environ deux fois supérieur à celui d'un enseignant en début de carrière. Ces associations exigèrent donc que le salaire d'un enseignant du public fût au moins égal au minimum contractuel des ouvriers du privé. Si la crédibilité de l'APPMG

fut entachée, un mois après le début des revendications salariales, lorsque la presse révéla que le gouvernement lui versait des crédits pour la construction de bureaux, le mouvement des enseignants gagna pourtant le soutien de l'opinion publique et des parents d'élèves dans une ambiance de plus en plus délétère. Malgré l'union des deux associations et une campagne active, ils n'avaient rien obtenu au terme d'un an de revendication. En avril 1954, ils défilèrent jusqu'au palais du gouverneur, entrèrent dans le bâtiment où ils furent enfermés, entourés par la police, pendant cinq heures. Sans résultat, même si la presse faisait écho à leur mouvement, montrant au passage leurs divergences d'analyse. Ainsi, la présidente du CPP décrivait toujours leur sacerdoce : "Forces vives de la nation, ils se battent sans relâche pour inculquer les grands axes de la vie aux enfants : le savoir, l'amour et le sens du devoir. (...) Assurant leur tâche avec héroïsme, sens du sacrifice et persévérance, les enseignants sont une source d'inspiration pour tous alors qu'ils ne font pas cas de leur propre amertume, mal nourris et mal habillés" (Zilka Mendes, *O Diário*, 23 mai 1954, 10). La présidente de l'APPMG insistait sur le lien entre salaires et qualité de l'enseignement soulignant que, dans le Minas, "contraints par leur position sociale de maintenir un niveau de vie incompatible avec un salaire insuffisant, les enseignants sont confrontés à un terrible dilemme : jongler entre plusieurs activités ou se priver de choses essentielles pour vivre" (*O Diário*, 10 septembre 1954).

L'opportunité de poursuivre le mouvement fut discutée lors d'assemblées générales houleuses où germa l'idée d'une forme originale de grève, le "retrait massif des établissements" : tous les enseignants seraient absents 29 jours de suite, nombre maximum d'absences injustifiées autorisé par la loi. Les présidentes des deux associations s'opposèrent à cette proposition assimilable à une forme de grève. La CPP annonça ensuite qu'elle se retirait de la mobilisation, justifiant sa décision par la "désorganisation du mouvement, l'intransigeance et les erreurs de ceux qui poursuivaient d'autres objectifs que ceux de la campagne" (*Diário de Minas* 26 septembre 1954). Ses dirigeants prétendirent qu'ils souhaitaient préserver la "dignité enseignante" et les belles traditions de "noblesse, civisme et dévouement à un noble idéal". Malgré l'absence d'une des associations, la mobilisation de la base se poursuivit, entraînant l'année suivante le vote d'une loi qui garantissait le salaire minimum aux nouveaux enseignants à partir de janvier 1956.

Au cours de l'année 1956, de nouvelles revendications se firent jour, les enseignants se joignant cette fois à tous les fonctionnaires. Maintenant son organisation dans la mobilisation, la présidente de l'APPMG souligna les différences de valeurs qui distinguaient les enseignants des autres fonctionnaires : "L'APPMG est prête à défendre les intérêts des enseignants mais s'oppose aux grèves car elles s'inscrivent dans l'illégalité et contreviennent aux principes de formation des enseignants" (compte rendu du Conseil supérieur, 10 mars 1956). Ils obtinrent cependant la plus grosse augmentation dispensée.

En 1959, la situation étant à nouveau critique, les enseignants se mobilisèrent dès janvier. En septembre, *O Diário* annonçait que “les enseignants du Minas Gerais étaient découragés” : “avec des salaires aussi bas, les nouveaux enseignants refusent des postes dans des écoles publiques si ceux-ci ne sont pas situés dans de grandes villes où ils peuvent aussi travailler dans le commerce ou l’industrie. Ils refusent de s’installer dans l’intérieur de l’État car le salaire ne permet pas de vivre et les possibilités de trouver un second emploi sont plus réduites qu’en ville. Pour pallier ce problème, le secrétariat à l’Éducation recrute des enseignants sans formation spécifique ni préparation pédagogique pour enseigner dans les écoles publiques de l’État” (*O Diário*, 13 septembre 1959, 5). Les parents qui pouvaient se le permettre inscrivaient leurs enfants dans le privé où les enseignants étaient qualifiés. Seuls les enfants pauvres se retrouvaient alors scolarisés dans l’enseignement public. Le gouvernement finit par accorder une augmentation dérisoire et les enseignants se mirent en grève du 16 au 20 novembre, date à laquelle le gouverneur promit d’entamer de réelles négociations salariales. Ce fut la première vraie grève du Minas Gerais.

Entre 1959 et 1966, aucun préavis de grève ne fut déposé par les enseignants. En revanche, en 1967, une grande campagne fut organisée pour le paiement des arriérés de salaire des enseignants du public –jusqu’à 13 mois. Les comptes rendus des réunions du bureau de l’APPMG font état des plaintes d’enseignants n’ayant plus la force ni physique ni morale d’enseigner parce que leurs élèves étaient les enfants de leurs créanciers, ce qui générait des conflits dans la classe. Malgré cette situation, l’APPMG refusa le recours à la grève en raison de son illégalité mais requit l’intervention du gouvernement fédéral en mai 1967 pour faire pression sur le gouvernement du Minas Gerais –paradoxe de l’appel au centre pour traiter un problème local. Des mouvements isolés dans des villes à l’intérieur des terres laissaient planer la menace de grève et permettaient de maintenir la pression sur le gouvernement. L’APPMG utilisa ces deux arguments dans ses négociations avec le gouverneur. Ce dernier réclama un mois supplémentaire pour régler le problème, en échange les enseignants s’engagèrent à abandonner leurs menaces de grève. Le gouverneur ne tint pas parole et se contenta de payer quelques mois de salaires dans les villes qui avaient menacé de se mettre en grève. Les dirigeants de l’APPMG étaient toujours contre la grève car ils craignaient une intervention du gouvernement au sein de l’association. “Mme Marta s’est fait traiter de gréviste mais elle s’est mise en grève à une époque où la conjoncture politique du pays était bien différente de la période actuelle (...) Une grève mal organisée est très dangereuse” (réunion du bureau de l’APPMG, 10 mai 1967, 59).

L’association et ses dirigeants essuyèrent des accusations et diverses mises en cause. Des enseignants de l’intérieur de l’État, qui ne croyaient plus à une issue par des moyens légaux, arrêtaient le travail. Lorsque l’État se retrouva avec vingt

villes sans classes, le gouvernement contacta l'APPMG pour négocier un échéancier des salaires en souffrance. Cette fois, l'association organisa un sit-in devant le bâtiment du secrétaire d'État à l'Éducation tandis qu'on préparait les papiers préalables au paiement. Le sit-in se déplaça devant le secrétariat d'État aux Finances à mesure de l'avancée des discussions. Il s'agissait d'une manifestation discrète, sans panneaux, sans discours, "respectueuse de l'autorité" bien qu'interdite par la police. Elle dura quarante-trois jours et les enseignants aidèrent les employés à remplir la paperasserie pour effectuer le paiement. Pourtant, le 20 octobre 1967, les salaires n'étaient toujours pas versés et la situation continua ainsi jusqu'en 1968. En février, la grève fut enfin déclarée et menée par l'APPMG. Le mouvement dura trois mois et les enseignants finirent par avoir gain de cause pour les retards de paiement et l'indexation des salaires sur la hausse du coût de la vie.

## La situation à Bahia

Entre 1953 et 1969, la SUPP (Sociedade Unificadora do Profesorado Primario) a toujours réclamé, directement ou indirectement, une hausse des salaires et défendu un ajustement de la grille des salaires de la fonction publique.

Le mouvement débuta en mai 1954. La revendication principale portait sur un salaire de 3000 cruzeiros minimum en raison de "la hausse vertigineuse du coût de la vie". La SUPP organisa une réunion dans ses locaux, le 11 mai 1954, avec plusieurs enseignants qui devaient remettre un document au gouverneur de l'État. Furent discutées les stratégies à suivre pour continuer la campagne –remise d'un manifeste à la presse, appel aux parents, aux associations professionnelles, etc.– mais face à l'indignation des enseignants, l'idée de la grève germa. Ce n'était visiblement pas la première fois qu'elle était discutée, un des enseignants affirmant qu'il ne servait à rien de l'envisager pour ne pas la faire. Les responsables de l'association réagirent aussitôt. Le président déclara qu'un mouvement conduit par la SUPP devait être organisé –faire grève revenait à semer le désordre– et précisa que l'association n'avait pas délibéré sur le recours à la grève. Le débat se focalisa dès lors sur la grève, bien que les responsables de l'association eussent rappelé qu'ils n'étaient pas autorisés à organiser une manifestation aussi grande. Ils demandèrent aux enseignants de ne pas perdre leur enthousiasme pour autant. En juin, le gouverneur proposa devant l'assemblée législative un salaire minimum de 2500 cruzeiros, ce qui suscita l'indignation des membres de la SUPP dont le président essaya de tempérer la colère : "Nous devons agir dans le calme et la sérénité. N'abandonnons pas nos revendications et poursuivons jusqu'à obtenir gain de cause". Réunis en assemblée générale, les enseignants décidèrent finalement d'attendre l'issue du délai réglementaire de deux mois et le résultat des délibérations de l'assemblée législative. En fonction des décisions prises, ils envisageraient la marche à suivre.

Les négociations entre les responsables de la SUPP et le gouvernement n'aboutirent qu'à des pertes pour les enseignants : le gouvernement força les responsables de la SUPP à accepter le nivellement des salaires des professeurs de l'enseignement élémentaire à 3000 cruzeiros. Une telle proposition allait à l'encontre des droits des enseignants plus expérimentés, supprimant la grille de salaires à l'ancienneté et au mérite.

Un autre moment clé se situe en 1962. Le compte rendu du bureau fait état d'une menace de grève en raison du retard de paiement de la hausse salariale promise par le gouvernement. La présidente ayant rappelé la position de la SUPP opposée à la grève, il fut décidé d'envoyer un manifeste au gouverneur sans appel à la grève. En juillet, devant la situation calamiteuse des enseignants l'association refusa la nouvelle grille des salaires. Les menaces de grève s'intensifiaient, en particulier dans l'intérieur des terres, mais l'association refusait toujours l'appel à la grève. L'agitation des enseignants fut accentuée par un préavis de grève indépendante. Le 12 juillet 1962, la SUPP fut invitée à rejoindre le mouvement conduit par l'Association des Employés Publics, comprenant des enseignants du secondaire et tous les salariés qui réclamaient une hausse des salaires et de meilleures perspectives de carrière. La SUPP resta ambiguë face à ce mouvement, se prononçant contre la grève mais pour la hausse des salaires. Le 23 juillet 1962, la réunion de l'assemblée de la SUPP opposa des enseignants défavorables à la grève dont le président faisait partie, estimant que la question des salaires ne devait pas gêner les élèves et ceux qui voulaient faire grève. Le président et sa définition de l'éthique sociale l'emportèrent, l'idée de la grève fut abandonnée, l'assemblée décida d'attendre les propositions du gouvernement le 26 juillet. Les enseignants, en fait, durent attendre jusqu'en août le résultat des négociations avec le gouvernement.

Leur déception conduisit, en octobre, à la menace d'une grève de tous les fonctionnaires publics. À nouveau, les débats à la SUPP furent très tendus, le président affirmant d'emblée son opposition à la grève. L'assemblée du 17 octobre 1962 décida finalement que les enseignants se mettraient en grève avec tous les salariés du secteur public si d'ici quinze jours le gouvernement n'accédait pas à leur demande. Décision que la direction de la SUPP contesta car l'assemblée ne réunissait pas tous ses membres. Ensuite, elle rencontra le gouverneur, envoya un télégramme au président du pays, des télégrammes aux membres de l'assemblée législative pour qu'ils prévoient des crédits suffisants dans le collectif budgétaire de l'année suivante, etc. Toutes ces mesures visant à monter des alternatives viables au mouvement de grève furent vaines parce qu'un grand nombre d'enseignants pensait que la grève était le seul moyen de se faire payer. Lors de l'assemblée du 26 octobre 1962, une vive discussion vit s'affronter partisans et opposants à la grève qui révéla différentes représentations de l'enseignement et différents degrés de professionnalisation. La résistance d'une partie des professeurs de

l'enseignement élémentaire et les menaces exercées par le gouvernement d'appliquer la loi en cas de grève mirent un terme à toute velléité. Le rôle joué par la SUPP dans son opposition à la grève fit l'objet de nombreuses critiques, y compris de la part de ses membres. L'une d'entre eux déclara lors de cette assemblée que "la SUPP abandonnait sa classe comme une mère sans cœur". Elle termina en disant qu'elle préférerait qu'on la traite de "communiste plutôt que d'être déloyale envers la classe à laquelle elle appartenait". Un autre enseignant ajouta qu'ils attendaient depuis juillet et qu'un tel retard rendait l'appel à la grève évident. Un vote eut lieu : 52 se prononcèrent pour et 57 contre la grève. L'annulation du vote fut envisagée parce que la liste d'émargement ne correspondait pas au nombre de votes... mais n'aboutit pas car la différence ne changeait rien au résultat. Les enseignants estimèrent cependant que la SUPP n'était plus ni représentative ni digne de confiance et son président fut contraint à la démission.

Il fallut attendre 1964 pour qu'un groupe d'enseignants de l'intérieur de l'État sollicite le soutien de l'association à un mouvement indépendant en faveur de la régularisation des salaires. Le 5 février 1964 eut lieu une assemblée extraordinaire à l'initiative du Mouvement pour l'Unification et l'Estime des Professeurs de l'Enseignement Élémentaire. Ce groupe d'enseignants appela ceux de la capitale à les soutenir parce qu'ils "travaillaient pour survivre et qu'il était crucial d'être payé en temps et en heure". L'implication politique de la SUPP pendant la campagne de 1962 avait fait l'objet de sérieuses critiques et tous espéraient que les questions professionnelles prévaudraient cette fois-ci. Ils décidèrent de présenter leurs revendications auprès du gouvernement en les assortissant d'une date butoir : si le gouverneur ne trouvait pas d'issue au conflit d'ici le 1<sup>er</sup> mai, les enseignants se mettraient en grève. Le secrétaire de l'association rejeta cette proposition car il y avait trop peu d'adhérents de la capitale lors de cette assemblée (seulement sept directeurs de la SUPP) et "ils ne pouvaient prendre la responsabilité de débrayer sans l'accord massif des enseignants de la capitale". Ils abandonnèrent l'idée de la date butoir et se dirigèrent vers le palais du gouverneur pour remettre leur document. On pouvait lire sur des pancartes : "Rejoignez les enseignants, le pays vous en sera reconnaissant" ; "Les profs aussi achètent du pain et de la viande, d'où notre combat pour une hausse des salaires ; "Sans les enseignants pour guider l'éducation du peuple, le pays est déboussolé". Aucune trace des résultats de ce mouvement ne subsiste probablement parce qu'il précédait de peu le coup d'État militaire qui réduisit au silence tous les mouvements sociaux y compris celui des enseignants.

## La singularité de São Paulo

Le CPP (Centro do Professorado Paulista) constitue la plus grande association d'enseignants du Brésil au XX<sup>e</sup> siècle, notamment depuis 1958 et l'arrivée de Sólton Borges dos Reis à sa tête. En 1963, l'organisation –sans prôner la grève– fit descendre les professeurs de l'enseignement élémentaire dans la rue pour exposer leurs difficultés au public : salaires insuffisants, conditions de travail difficiles en raison de l'accélération de la croissance urbaine qui a augmenté le nombre d'élèves déshérités par classe. C'est dans cette conjoncture que se déroula la première grève enseignante dans l'État de São Paulo, épisode exceptionnel dans les annales de l'histoire de l'éducation brésilienne.

Il était en effet jusqu'alors impensable que les enseignants du primaire et du secondaire se mettent en grève pour exiger une hausse de salaire au même titre que les prolétaires. Les enseignants réclamaient une revalorisation de 60% de leur salaire. Le slogan porté par le CPP pendant cette grève de 1963 révèle le malaise salarial : “le travail des enseignants n'a pas de prix, mais ils méritent tout de même un salaire”. Les négociations salariales avaient déjà duré dix mois, sans résultat, avant le vote de la grève. Les délégués syndicaux souhaitaient une autre issue que la grève mais les enseignants, outrés par l'immobilisme du gouvernement de l'État, firent pression. Le compte rendu de la réunion du 16 septembre 1963 indique que la direction du CPP, tout en défendant les intérêts de la profession ne souhaitait pas aller jusqu'à la grève proposée par plusieurs groupes d'enseignants de la capitale et de l'intérieur de l'État : “Le CPP et sa base sont démunis après avoir fait preuve d'une patience de bénédictins pendant huit mois (...) Bien que les appels à la grève se soient multipliés, notamment lors de la manifestation du 12 septembre (...) devant les pouvoirs publics, le CPP ne se résoudra à cette mesure extrême que si les enseignants préfèrent cette voie et s'il n'existe aucune alternative plus efficace”.

Selon le journal *Folha de São Paulo*, la décision de “se mettre en grève ne fut pas facile à prendre. Le dilemme finit par être tranché. Sur 500 personnes, seules deux souhaitaient maintenir la discipline plutôt que d'obtenir un meilleur salaire. D'autres affirmaient que le marasme économique et l'humiliation ressentie par les enseignants étaient des raisons suffisantes pour se mettre en grève”. Un autre journal, *O Estrado de São Paulo*, décrivit le désespoir des enseignants comme un motif juste pour se mettre en grève. On y lisait que la grève était le recours privilégié des prolétaires qui ont du mal à s'exprimer et n'ont d'autre choix que d'arrêter le travail pour se faire entendre. Cette stratégie, d'ordinaire inadaptée aux enseignants qui avaient les capacités intellectuelles pour faire valoir leurs revendications, était, dans ce cas précis, la seule option pour sauver l'école.

La presse souligna l'organisation et la discipline des enseignants, le caractère professionnel des revendications débattues entre les délégués et le gouvernement.

Malgré la réussite de la grève, qui révéla aussi les progrès de la professionnalisation des enseignants, les revendications salariales n'aboutirent pas et les professeurs de l'enseignement élémentaire durent faire campagne chaque année pour l'amélioration de leurs salaires. Ils s'adressèrent d'abord aux pouvoirs exécutif et législatif puis manifestèrent devant l'assemblée législative et le siège de l'exécutif afin de marquer leur poids électoral. Les enseignants, au statut de fonctionnaires, étaient trop nombreux pour obtenir les hausses de salaires réclamées mais ils représentaient également un nombre de voix trop élevé pour que l'État se désintéresse de leurs problèmes.

## Conclusion : un basculement relatif à l'image du métier d'enseignant

Il convient de comprendre les réticences des associations envers le recours à la grève en raison de leurs représentations anciennes de l'enseignement et en fonction de deux facteurs : elles dépendaient financièrement de l'État et leurs dirigeants occupaient des postes dans le système éducatif, n'enseignaient plus devant les élèves et étaient donc plus susceptibles d'envisager les conséquences d'une grève du point de vue de l'État. Cela renforçait l'écart entre les dirigeants et la base. Les débats sur l'opportunité du recours à la grève doivent être compris lus avec tous ces facteurs à l'esprit.

Les années 1950 et 1960 ont néanmoins été marquées par de profonds changements dans les représentations des enseignants. En termes de connaissances, des techniques scientifiques et de nouvelles ressources ont été présentées comme des informations nécessaires au bon enseignant, dont le rôle a été formalisé. Auparavant, c'était surtout l'expérience qui permettait d'identifier un bon enseignant mais dès 1955 cette expérience fut assimilée à une tradition d'immobilisme et de manque de compréhension du rôle de l'école dans les sociétés urbaines et industrialisées. Ces changements dans la représentation du bon enseignant gagnèrent peu à peu certains adhérents des associations analysées ici. Les connaissances pédagogiques ont ainsi contribué à cristalliser la polarisation entre les enseignants traditionnels et les modernes. C'est dans la relation entre les deux modèles éducatifs que se forgèrent les représentations qui pesèrent ensuite sur les revendications des enseignants. L'école traditionnelle correspond dans l'ensemble aux pratiques pédagogiques répétitives, inchangées et fondées sur l'expérience pratique sans base théorique. Ce modèle a pour seule fonction d'assurer les apprentissages fondamentaux (lecture, écriture et arithmétique). L'école moderne ouvre l'éducation à la vie sociale et aborde les aspects pratiques de la vie des élèves. Elle implique de nouvelles méthodes fondées sur les sciences de l'éducation, une réorganisation du calendrier et une nouvelle administration.

À cette école moderne correspond évidemment un enseignant moderne, sélectionné par des tests psychologiques censés déceler si l'enseignant potentiel a le bon profil, et aussi sur ses connaissances pédagogiques. Ces critères de sélection des enseignants sont très différents du repérage d'une vocation à enseigner (qualité naturelle) garante autrefois de l'expertise enseignante. Ce processus eut de grandes conséquences sur les revendications et permit aux modernes de se joindre aux rassemblements publics, pour des hausses de salaires notamment.

Le régime autoritaire installé en 1964 musela tous les mouvements sociaux. En 1971, le vote d'une loi sur l'éducation porta l'enseignement élémentaire de quatre à huit années, intégrant les quatre premières années de l'ancien enseignement secondaire. Concrètement, cette décision signifia la réorganisation du statut professionnel des enseignants du public et la restructuration des syndicats entre enseignement primaire et secondaire. Dans les établissements, leur division permettait de différencier des enseignants aux formations et aux pratiques différentes. Dans les mouvements enseignants, l'arrivée de nouveaux personnels contribua à transformer les représentations et les stratégies car ils avaient des diplômes universitaires et avaient fréquenté les organisations étudiantes.

Ces nouveaux enseignants du primaire défendirent dès 1975 des formes démocratiques de prise de décision dans les associations professionnelles. Une nouvelle image de l'enseignant émergea, salarié d'État plus que professionnel mû par une vocation. Cette tendance l'emporta dans de nombreuses associations et au sein de l'Association Nationale des Enseignants à la fin des années 1970. Ce succès s'est traduit par le rôle moteur des enseignants lors des deux grandes grèves de 1978 et 1979 à São Paulo, malgré les risques pris. Ils avaient toutes les chances d'être enlevés et tués si les forces gouvernementales les repéraient. Ces grèves s'inscrivant dans d'autres mouvements de gauche contribuèrent à assurer le passage vers un régime démocratique.

L'histoire actuelle du mouvement enseignant au Brésil néglige souvent le rôle important que les associations, en se transformant grâce à leur base (plutôt qu'à leurs dirigeants) et en changeant leur modèle pédagogique de référence, ont joué dans la constitution du syndicalisme enseignant contemporain. Elles ont de fait contribué à mettre sur pied les structures administratives, permis aux enseignants d'avoir des représentants dans les assemblées législatives, établi le socle d'idées et de pratiques par rapport auquel se sont définies les nouvelles images des enseignants.

## Références bibliographiques

- BOURDIEU P. 1996 *Razões práticas: Sobre a teoria da ação*, São Paulo, Papirus
- CARVALHO M.E.P. de & RAMALHO B.L. 1994 “O magistério enquanto profissão: considerações teóricas e questões para pesquisa”, *Cadernos de Pesquisa*-88, 47-54
- CATANI D.B. 1989 *Educadores à Meia-Luz - um estudo sobre a Revista de Ensino da Associação Beneficente do Professorado Público de São Paulo*, São Paulo, doutoramento, FEUSP
- CHARTIER R. 1991 “O Mundo como Representação”, *Estudos Avançados*-5-11 (USP), 173-191
- CHARTIER R. 1990 *A história Cultural: entre práticas e representações*, Rio de Janeiro, Difel
- Educação e região: problemas de política e administração escolar no Nordeste brasileiro*, 1960 MEC-INEP/ CRPE/PE
- FERREIRA Jr.A. 1998 *Sindicalismo e proletarização : a saga dos professores brasileiros*, São Paulo, FFLCH – USP, doutorado
- GOMES C.B. 1984 *Um estudo da formação dos professores primários*, Universidade Federal da Bahia, mestrado
- LOBO Y.L., PASSOS C.O., CHAVES M.W. & COSTA E.M.S. 1994 “A formação de um ‘novo’ tipo de professor no modelo nacional-desenvolvimentista (1950-1962)”, *Revista Brasileira de Estudos Pedagógicos*-75-179-180-181, 301-371
- LUGLI GENTA R.S. 2002 *O Trabalho Docente no Brasil: o discurso dos Centros Regionais de Pesquisa Educacional e das entidades representativas do magistério (1950-1971)*, São Paulo, Faculdade de Educação/ USP, doutorado
- MITRULIS E. 1993 “Os últimos baluartes” – *Uma contribuição ao estudo da Escola Primária: as práticas de Inspeção Escolar e de Supervisão Pedagógica*, Tese de Doutorado apresentada à Faculdade de Educação da Universidade de São Paulo
- NÓVOA, A. 1998 “Professionnalisation des enseignants et sciences de l’éducation”, *Paedagogica Historica*, supplementary series vol.II, 403-430
- PEREIRA L. 1963 “O Magistério Primário na Sociedade de Classes”, *Boletim de Sociologia*-277, São Paulo, FFCL/USP
- VICENTINI P.P. 2002 *Imagens e representações de professores na história da profissão docente no Brasil (1933-1963)*, São Paulo, Faculdade de Educação/ USP, doutorado